

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 19/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2026

Contexte et constats

Publié sur 

PURFER

RD 147 - Quartier de la Gare
69780 Saint-Pierre-De-Chandieu

Références : 2026 - Is059-3SD
Code AIOT : 0006103143

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement PURFER implanté 70 rue Champ Roman 38400 Saint-Martin-d'Hères. L'inspection a été annoncée le 16/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER
- 70 rue Champ Roman 38400 Saint-Martin-d'Hères
- Code AIOT : 0006103143
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PURFER DERICHEBOURG exploite un site de récupération et de tri de métaux, ainsi

qu'une activité de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage. Ces activités sont autorisées par arrêté préfectoral n°89-569 du 10 février 1989, complété par l'arrêté préfectoral n°2014-021-0027 en date du 21 janvier 2014 qui met à jour le classement des activités.

Elle fait également l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°DDPP-DREAL UD38-2023-02-01 du 1er février 2023 en raison de l'insuffisance du dispositif de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Procédure d'information préalable	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
3	Registre VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
4	Déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
5	Déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection du 4 mars 2026 a permis de constater que le dispositif de rétention des eaux d'extinction a été complété et qu'il permet désormais de respecter les disposition de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, point qui faisait l'objet d'une mise en demeure. **Ainsi, le présent rapport vaut levé de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°DDPP-DREAL UD38-2023-02-01 du 1er février 2023.**

Par ailleurs, des non-conformités sur la tenue des registres VHU, déchets entrants et déchets sortants sont observées. Ces points, même s'ils dépendent d'un logiciel développé au niveau du groupe, doivent faire l'objet d'actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 25/06/2022
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none">- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ;- du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ;- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe ;- les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.

Constats :

Constat du rapport du 18 mars 2025 suite à l'inspection du 20 février 2025 :

A la suite de l'inspection réalisée le 23 novembre 2022, un arrêté préfectoral de mise en demeure a été pris le 1er février 2023, imposant à l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 en mettant en œuvre un dispositif permettant de recueillir les eaux d'extinction en cas d'incendie.

Le 27 juillet 2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection une note de calcul concluant qu'un volume total de 64 m³ (48 m³ sur la zone 1 et 16 m³ sur la zone 2) peut être confiné sur le site. Le 03 août 2023, l'Inspection a indiqué par courrier à l'exploitant qu'il devrait démontrer que cette capacité de rétention est suffisante pour recueillir le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie. Aucune réponse n'a été reçue depuis.

L'Inspection constate que la mise en rétention du site se fait en mettant en place un ballon en sortie du séparateur d'hydrocarbure afin de fermer le réseau et de la faire monter en charge.

Le jour de l'inspection, la démonstration du volume suffisant de cette rétention n'a pas été faite, et le volume de la capacité de rétention est identique à celui annoncé en juillet 2023. Ce n'est pas satisfaisant.

Constat suite à l'inspection du 4 mars 2026 :

L'exploitant présente de nouveaux calculs de D9 et de D9A. Ces calculs prennent en compte les quatre types de produits présentant des risques d'incendie : les VHU non dépolluées, le "platin", les pneus et les batteries.

Avant d'arrondir les besoins en eaux aux 30m³/h supérieurs, le calcul D9 montre un besoin en eaux d'environ 10 m³/h pendant 2h, ce qui conduit pour le calcul D9A à un besoin de rétention d'environ 64 m³.

Par ailleurs, les entreposages des matériaux considérés sont éloignés de plus de 5m, le risque de propagation est donc limité.

Enfin, des travaux ont été réalisés pour augmenter le volume de rétention sur site (création de bourrelets, d'un petit muret séparatif avec le terrain voisin, raccordement des deux "bassins versants" du site). Ces aménagements, réalisés début février 2026, permettent de retenir jusqu'à 136 m³ d'eaux d'extinction (avec une hauteur d'eau d'environ 18 cm au niveau des casiers

d'entreposage de métaux).
Ces travaux permettent de respecter l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°DDPP-DREAL UD38-2023-02-01 du 1er février 2023, qui est ainsi levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Procédure d'information préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12
Thème(s) : Autre, Déchets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/02/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • source (producteur) et origine géographique du déchet ; • informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; • données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ; • apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; • code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; • en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; • résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; • au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

Constats :

L'exploitant indique que pour la faible parts d'apports soumis à la procédure d'information préalable (apports hors rubrique 2710), il continue le processus de généralisation des certificats d'acceptation préalables.

Les certificats d'acceptation préalable pour les sociétés "MECA PRO" et "ORANGE" ont été présentés à l'Inspection. Ils sont satisfaisants.

Le BSD-20250915-N78V7ZSX6 a été analysé par l'Inspection. Il concerne des déchets de batteries, produits par Orange. La société Veolia Energie Performance est indiqué en tant que "autre intermédiaire", sans préciser son rôle. Le transporteur est la société Positivisme, qui a pris en charge le déchet le 24 septembre 2024. Les rubriques 10 et 11 concernant la réception par l'installation (à savoir l'exploitant, PURFER Saint-Martin d'Hères) et la réalisation de l'opération ne sont ni remplies ni signées. L'exploitant indique par courriel après l'inspection que *"ces batteries n'ont finalement jamais été livrées sur le site de Saint-Martin-d'Hères par le fournisseur. Elles ont en réalité été livrées ultérieurement sur le site de Domène."* Le BSD correspondant a été transmis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit poursuivre le déploiement systématique des certificats d'acceptation préalable.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Registre VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44

Thème(s) : Autre, Traçabilité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/02/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes :

- la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;

- le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;
- le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.

Constats :

Constat du rapport du 18 mars 2025 suite à l'inspection du 20 février 2025 :

L'exploitant a présenté à l'Inspection un registre où sont consignées pour les VHU reçus presque toutes les informations attendues. Seuls le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution ne sont pas indiqués.

Constat du présent rapport suite à l'inspection du 4 mars 2026 :

Le registre est identique à celui présenté lors de la précédente inspection. L'exploitant indique que ce registre est issu de l'utilisation d'un logiciel métier du groupe, et que sa modification n'est pas possible à l'échelle de l'établissement. Néanmoins, l'ensemble des informations attendues sont disponibles en combinant les données de trois registres distincts.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective du rapport du 18 mars 2025 suite à l'inspection du 20 février 2025 :

L'exploitant doit compléter son registre des VHU pour y faire apparaître le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution.

Constat du présent rapport suite à l'inspection du 4 mars 2026 :

L'exploitant doit présenter un registre des VHU, conforme aux exigences de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/02/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de

récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Constat du rapport du 18 mars 2025 suite à l'inspection du 20 février 2025 :

L'Inspection constate que l'exploitant dispose d'un registre des déchets entrants. Quelques informations sont manquantes dans ce registre :

- la dénomination usuelle du déchet en plus de son code
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet : s'il s'agit du même établissement que l'expéditeur, merci de l'indiquer.
- le numéro de récépissé du transporteur des déchets

Constat du présent rapport suite à l'inspection du 4 mars 2026 :

Le registre est identique à celui présenté lors de la précédente inspection (la dénomination usuelle du déchet a cependant été ajoutée). L'exploitant indique que ce registre est issu de l'utilisation d'un logiciel métier du groupe, et que sa modification n'est pas possible à l'échelle de l'établissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective du rapport du 18 mars 2025 suite à l'inspection du 20 février 2025 :

L'exploitant doit compléter le registre des déchets entrants afin qu'il contienne l'ensemble des éléments demandés par l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

Constat du présent rapport suite à l'inspection du 4 mars 2026 :

L'exploitant doit présenter un registre des déchets entrants conforme aux exigences de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

Thème(s) : Autre, Traçabilité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/02/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de

Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Constat du rapport du 18 mars 2025 suite à l'inspection du 20 février 2025 :

L'Inspection constate que l'exploitant dispose d'un registre des déchets sortants. Quelques informations sont manquantes dans ce registre :

- la dénomination usuelle du déchet en plus de son code
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet
- le numéro de récépissé du transporteur des déchets
- le numéro SIRET de l'établissement vers lequel le déchet est expédié

Constat du présent rapport suite à l'inspection du 4 mars 2026 :

Le registre est identique à celui présenté lors de la précédente inspection (la dénomination usuelle du déchet a cependant été ajoutée). L'exploitant indique que ce registre est issu de l'utilisation d'un logiciel métier du groupe, et que sa modification n'est pas possible à l'échelle de l'établissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective du rapport du 18 mars 2025 suite à l'inspection du 20 février 2025 :

L'exploitant doit compléter le registre des déchets sortants afin qu'il contienne l'ensemble des informations exigées à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

Constat du présent rapport suite à l'inspection du 4 mars 2026 :

L'exploitant doit présenter un registre des déchets sortants conforme aux exigences de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois